

Jusqu'au bout

jusquaubout.org

Un supplément de la ligue marxiste révolutionnaire québécoise

No. 1 - Juin 2026

Dans ce numéro

Rouyn-Noranda en otage :
l'État au service de Glencore

General Dynamics, complice
du génocide en Palestine



Rouyn-Noranda en otage : l'État au service de Glencore

Le 9 juin dernier, Glencore, la société propriétaire de la fonderie Horne à Rouyn-Noranda, publiait une pseudo-étude scientifique dégageant la responsabilité de l'entreprise dans les niveaux extrêmement élevés d'arsenic dans l'air de la ville. Dans son mépris habituel de la santé de la population, l'entreprise tente de nous faire croire que la cause principale de l'arsenic proviendrait des fruits de mer. Bien évidemment, elle ne soulignera pas qu'elle dépassait les normes d'émission d'arsenic de 1400% ! Non seulement elle jette la faute sur les individus devant l'évidence de la responsabilité de l'entreprise dans la pollution massive de Rouyn-Noranda, mais elle le fait avec la complicité de l'État.

L'État protège le capital plutôt que la population

Depuis 2022, la santé publique s'alarme devant les risques élevés de cancer que court la population, en particulier celle du quartier populaire Notre-Dame, aux abords de la fonderie. La solution ? Pénaliser la population en prévoyant de déplacer 200 ménages, en partie aux frais du contribuable, et en laissant l'entreprise polluer jusqu'à un horizon toujours étalé plus loin. En effet, le gouvernement comptait laisser l'entreprise polluer jusqu'à 5 fois la norme jusqu'en 2028... avant de repousser l'échéance à 2030, puis à 2033. Bref, aucune limite n'est réellement imposée. Encore pire : de 2024 à 2025, les émissions ont même augmenté! Ainsi, Glencore n'a aucunement l'intention de respecter l'environnement, ni la santé de la population, tout comme le gouvernement caquiste d'ailleurs.

En effet, les citoyens, notamment du quartier Notre-Dame, ont beau demander des compensations et des sanctions, le gouvernement et le conseil municipal multiplient les décisions en faveur de Glencore. Dans la société capitaliste, l'État n'est pas neutre; il est au service des intérêts du capital et de la classe dominante bourgeoise. Il ne s'agit ici que d'un énième exemple.

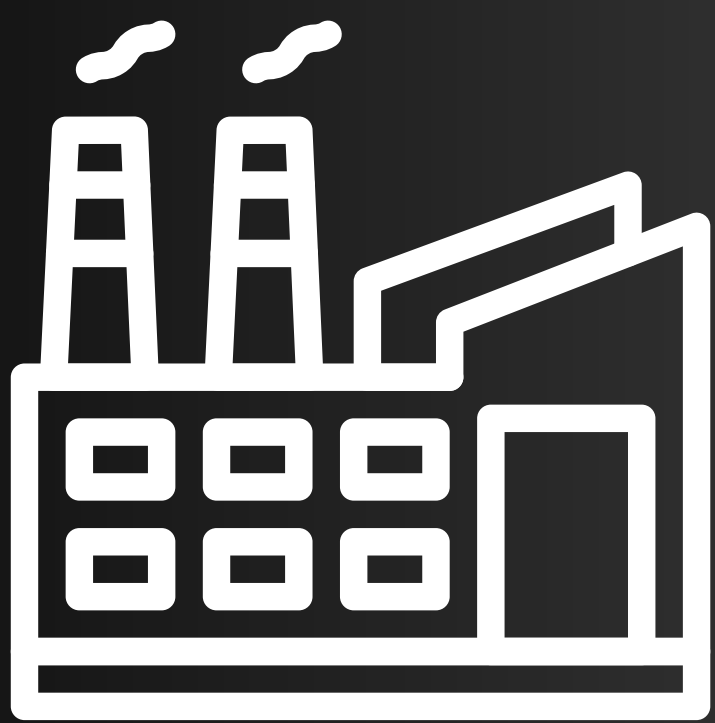
Fonderie Horne : un exemple de capitalisme extractif colonial

La région de l'Abitibi-Témiscamingue, un exemple typique du capitalisme colonial canadien, a été historiquement structurée autour de l'extraction minière . On parle ici de l'appropriation des ressources naturelles sans considération pour le territoire et les populations, de la dépendance économique locale et surtout de l'externalisation des coûts sociaux et environnementaux. La multinationale Glencore a maintes fois menacé de fermer et de supprimer des centaines d'emplois dès que la population a « osé » réclamer un respect élémentaire de l'environnement et de la santé publique. Or, il est légitime pour les travailleurs de craindre le chômage dans une région mono-industrielle. En somme, il s'agit d'une autre multinationale qui nous impose le « choix » entre des emplois toxiques ou pas d'emplois.

La socialisation comme moyen de nous protéger

Devant le mépris de Glencore envers la population et sa santé, la trahison du gouvernement et le chantage à l'emploi, il n'y a qu'une seule solution : la socialisation de la fonderie Horne !

Seule la nationalisation sous contrôle ouvrier permettra de contrôler réellement la fonderie. En contrôlant la fonderie, les travailleurs et les travailleuses pourront enfin mettre en place les mesures de protection nécessaires et respecter leur santé, ainsi que celle des classes populaires du quartier Notre-Dame. Seule la socialisation des grandes entreprises polluantes permettra une transition et une planification économique capable de répondre à la crise climatique tout en protégeant les travailleurs et les travailleuses du chômage.



Conclusion

La lutte contre la pollution industrielle est une lutte de classes. Le cas de Glencore et de Rouyn-Noranda n’est pas une anomalie : c’est la norme sous le capitalisme. Le capitalisme montre ses limites quant au respect le plus élémentaire de la santé et de l’environnement. L’État est incapable de protéger la population et sert les intérêts du capital et de la classe dominante. La seule réponse rationnelle et réellement démocratique est la socialisation de toutes les industries polluantes, sous contrôle des travailleurs et des travailleuses !

Socialisons la fonderie Horne sous contrôle ouvrier !

General Dynamics, complice du génocide en Palestine

Samedi 30 mai, les camarades de la Ligue Marxiste Révolutionnaire Québécoise (LMRQ) se sont rendus à la manifestation organisée à l’appel de Genocide Dienamycs pour s’opposer au projet militaire d’expansion de l’usine d’armement de General Dynamics à Valleyfield. La manifestation avait pour but de dénoncer la complicité de l’usine dans le génocide en Palestine, puisqu’elle fabrique les obus de 150mm qui sont employés par l’armée israélienne pour tuer des civils hommes, femmes et enfants. Il s’agissait aussi de dénoncer le caractère extrêmement polluant du projet, puisque l’usine procède à des incinérations à ciel ouvert extrêmement toxiques pour les habitants de Valleyfield.

Une manifestation dynamique

La manifestation s’est déroulée en après-midi entre 14h et 16h, à Valleyfield. Elle regroupait des manifestants locaux, ainsi que des manifestants venus de Montréal en solidarité avec les habitants de Valleyfield victimes de la pollution et avec les Palestiniens victimes des obus produits par General Dynamics. La manifestation a commencé avec les discours des organisateurs, qui ont mis l’accent sur la complicité sordide du Canada dans le génocide à Gaza, dont l’usine de munitions de Valleyfield est un exemple frappant et indéniable.

Les groupes environnementaux locaux ont également pris la parole pour dénoncer la nature polluante du projet, la contamination des sols et les émanations toxiques. La manifestation s’est ensuite poursuivie dans les rues des quartiers résidentiels de Valleyfield avant de se rendre à l’usine. Les manifestants ont été bien accueillis par les habitants de Valleyfield, dont certains n’étaient pas encore au courant du projet d’extension ni des projets d’incinération d’explosifs à ciel ouvert. La manifestation aura donc permis de faire connaître l’enjeu aux résidents locaux. Certains d’entre eux ont même fini par se joindre à la manifestation !

Après avoir marché dans les rues des quartiers de Valleyfield, la manifestation s’est arrêtée devant les grilles de l’usine pour protester. Là, plusieurs autres discours ont été tenus pour dénoncer la militarisation de l’économie, pour dire que ce projet ne pouvait pas être fait en notre nom et pour réclamer la démilitarisation de l’usine et la reconversion de sa production afin de servir les intérêts de la population. Cette manifestation n’était qu’une première étape, et la mobilisation se poursuivra afin de bloquer ce projet nocif, toxique, polluant, militariste, impérialiste et génocidaire.

Ce n’est qu’un début, continuons le combat !

Qui sommes-nous

La **Ligue marxiste révolutionnaire québécoise (LMRQ)** est une organisation sympathisante du **Courant Révolution Permanente – Quatrième Internationale (CRP-QI)** au Québec, elle milite pour une alternative révolutionnaire au capitalisme.

Nous joindre



jusquaubout.org



revolution.permanente.qc@gmail.com



À VENIR